

N° de l'OMP
N° MINOS :
N° MINUTE :

Tribunal de Police de Paris
1ère à 4ème classe

JUGEMENT AU FOND

Audience de la chambre 1 du DIX-NEUF NOVEMBRE DEUX MIL VINGT-QUATRE à
TREIZE HEURES ET TRENTÉ MINUTES ainsi constituée :

Mention minute :
Délivré le :
Président :
Greffier :
Ministère Public :

A :

1 CCC transmise pour signification à

1 CCC dossier

Le jugement suivant a été rendu :

ENTRE

LE MINISTÈRE PUBLIC,

D'UNE PART ;

ET

PREVENU

Nom
Prénoms
Date de naissance
Lieu de naissance
Demeurant

Sexe :

Dépt :

Mode de comparution : non-comparant

Prévenu de :

USAGE D'UN TELEPHONE TENU EN MAIN PAR LE CONDUCTEUR D'UN VEHICULE
EN CIRCULATION (Code Natinf : 23800) avec le véhicule immatriculé

D'AUTRE PART ;

PROCEDURE D'AUDIENCE

Extrait finance :
RCP : 05/12/24
Extrait casier :
Référence 7 :

1 CCC à l'Pe
Yohan DEHAN
le 12.03.25
Par la Toque

MOTIFS

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant en audience publique,

RELAXE au plan pénal , mais en application de l'article L.121-3 du Code de la Route, la déclare redevable pécuniairement d'une peine d'amende, en sa qualité de titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule ;

DIT qu'il sera tenu au paiement d'une amende civile d'un montant de **QUATRE CENTS EUROS (400 EUROS)** , conformément aux articles L121-2, L121-3 du Code de la Route pour REDEVABLE DE L'AMENDE ENCOURUE POUR USAGE D'UN TELEPHONE TENU EN MAIN LORS DE LA CONDUITE D'UN VEHICULE (Code Natinf: 32124),

Compte tenu de l'absence de le président n'a pu donner l'avis
de la minoration de 20% prévu par l'article 707-3 du code de procédure pénale ;
néanmoins, s'acquitte du montant du droit fixe de procédure
et/ou du montant de l'amende dans un délai **d'un mois** à compter de la date à laquelle
cette décision lui aura été notifiée, ce montant sera minoré de 20% sans que cette
diminution puisse excéder 1500 euros. En outre, le paiement de l'amende et/ou du droit
fixe de procédure ne fait pas obstacle à l'exercice des voies de recours.

Dans le cas d'une voie de recours contre les dispositions pénales, il appartient à
l'intéressé de demander la restitution des sommes versées.

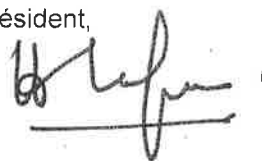
**Dit que la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure d'un
montant de TRENTE-ET-UN EUROS (31 EUROS) dont est redevable chaque
condamné ;**

Ainsi jugé et prononcé en audience publique, les jour, mois et an susdits, par
, président, assisté de , greffier,
présent à l'audience et lors du prononcé du jugement.

Le greffier,



Le Président,



Copie certifiée conforme à la minute
Le greffier